



Arrêté préfectoral DCPPAT n° 2019-135 du 6 août 2019 mettant en demeure la Société Clichy Energie Verte (CEVE) sise à Clichy-la-Garenne 21, rue Fournier, représentée par son directeur, de respecter certaines conditions d'exploitation de l'arrêté préfectoral 2015-68 du 8 avril 2015.

LE PREFET DES HAUTS DE SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'environnement, partie législative et réglementaire et notamment ses articles L511-1, L512-8, L514-5, L171-6, L171-8 ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de monsieur Pierre Soubelet en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de monsieur Vincent Berton, en qualité de secrétaire général de la Préfecture des Hauts-de-Seine (classe fonctionnelle I) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 1971 autorisant la Société Distribution Chaleur Clichy à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-68 du 8 avril 2015 autorisant la Société Distribution Chaleur Clichy à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation sous les rubriques 2910/A/1, 2910/B/2 et 3110 ;

Vu l'arrêté MCI 2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à monsieur Vincent Berton sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

Vu la preuve de dépôt de changement d'exploitant datée du 1^{er} juin 2016 et délivrée au bénéfice de la société Clichy Energie Verte (CEVE) ;

Vu le rapport du 8 juillet 2019 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) constatant l'inobservation des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 précité et identifiées comme des non-conformités notables suivantes :

-non-conformité 1 : contrairement aux dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 précité, lors de la conduite de la chaudière bois, l'exploitant n'a pas pris les mesures nécessaires pour réduire la pollution émise à l'atmosphère, et assurer le rétablissement de la conformité aux valeurs limites d'émission, malgré des dépassements persistants ;

-non-conformité 2 : contrairement aux dispositions des articles 3.4.1 et 3.3.7 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 précité, l'exploitant n'a pas respecté les valeurs limites d'émissions mensuelles pendant plus de seize jours consécutifs ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 8 juillet 2019, et la proposition faite au préfet de prendre à son encontre un arrêté de mise en demeure et l'invitant à présenter d'éventuelles observations dans un délai de 7 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que contrairement aux dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015, lors de la conduite de la chaudière bois, l'exploitant n'a pas pris les mesures nécessaires pour réduire la pollution émise à l'atmosphère, et assurer le rétablissement de la conformité aux valeurs limites d'émission, malgré des dépassements persistants ;

Considérant que l'exploitant doit expliciter les mesures à mettre en œuvre dans un délai d'un mois afin de démontrer l'efficacité des mesures prises ainsi que la conformité aux valeurs limites imposées en période d'heures d'exploitation sur une période de trois mois.

Considérant que malgré des dépassements de valeurs limites d'émission, persistants dans le temps, l'exploitant maintient en heure d'exploitation la chaudière 1 biomasse, contrairement à l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 ;

Considérant que les valeurs journalières validées du mois d'août 2018, pour le paramètre des oxydes d'azote émises par la chaudière 1 biomasse ont dépassé les valeurs limites fixées à l'article 3.3.4 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015, pendant plus de seize jours consécutifs ;

Considérant que plusieurs valeurs journalières validées du mois de janvier 2019 et de mars 2019, pour le paramètre des oxydes d'azote émises par la chaudière 1 biomasse ont dépassé les valeurs limites fixées à l'article 3.3.4 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 ;

Considérant que les valeurs mensuelles moyennes validées du mois de janvier 2019 et de mars 2019, pour le paramètre des oxydes d'azote émises par la chaudière 1 biomasse ont dépassé les valeurs limites fixées à l'article 3.3.4 et 3.3.7 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Clichy Energie Verte (CEVE) de respecter les conditions de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société Clichy Energie Verte (CEVE) sise 21 rue Fournier à Clichy-la-Garenne, représentée par son directeur, est mise en demeure de respecter **dans un délai d'un mois**, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 précité selon lesquelles l'exploitant est tenu d'expliquer, lors des dépassements persistants des valeurs limites d'émissions, les mesures mises en œuvre pour réduire la pollution émise à l'atmosphère et assurer le rétablissement de la conformité. L'exploitant est tenu de démontrer la conformité aux valeurs limites imposées en période d'heures d'exploitation sur une période de trois mois (non-conformité notable 1).

Article 2 :

La société Clichy Energie Verte (CEVE) sise 21 rue Fournier à Clichy-la-Garenne, représentée par son directeur, est mise en demeure de respecter **dans un délai de quatre mois**, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 3.3.4 et 3.3.7 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 relatives aux valeurs limites d'émissions mensuelles fixées dans les mêmes articles (non-conformité notable 2).

Article 3 :

Dans le cas où les obligations prévues aux articles ci-dessus ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Article 5 :

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Clichy-la-Garenne, madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France (DRIEE), sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON

